



ANNEXE 3 : NOTE DE SYNTHÈSE - SERVICE CIVIQUE

Stains, le 27 novembre 2019

Définition du service civique

Engagement volontaire **de 6 à 12 mois** au service de l'intérêt général, réalisé auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public, en France ou à l'étranger, dans neuf grands domaines : solidarité, environnement, sport, culture et loisirs, éducation, santé, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, aide humanitaire. Seuls les organismes agréés par l'Agence du Service Civique ou ses délégués territoriaux peuvent accueillir des volontaires en Service Civique.

La durée hebdomadaire de la mission doit être en moyenne d'au moins 24 heures par semaine et peut atteindre 48 heures, réparties au maximum sur 6 jours. Il s'agit d'une durée maximale ; cette possibilité reste exceptionnelle. En règle générale, les missions proposées au Service Civique ont une durée hebdomadaire de 35 heures.

Conditions

Le service civique est ouvert à tous les **jeunes de 16 à 25 ans**, sans condition de diplôme, étendu jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.

L'indemnisation du volontaire

Indemnité de base

Une indemnité de **473.04 € net par mois est directement versée au volontaire par l'Etat**, quelle que soit la durée hebdomadaire de la mission.

Indemnité versée par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) au volontaire	
Montant mensuel brut	522.87 €
CDG-CRDS	49.83 €
Montant mensuel net	473.04 €

Prestation versée au volontaire par l'organisme d'accueil

Les organismes d'accueil versent une prestation nécessaire à la subsistance, l'équipement, l'hébergement ou au transport. Elle peut être servie en nature, au travers notamment de l'allocation de titre-repas, ou en espèces. Le montant minimal mensuel de cette prestation est fixé à **107.58 € net**. Il s'agit d'un montant forfaitaire qui reste dû quel que soit le temps de présence du volontaire dans le mois.



Cette prestation fait partie intégrante de la gratification servie au volontaire. En conséquence, elle n'affecte pas le montant dû au titre des cotisations maladie, maternité, invalidité, décès et de la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles.

Cette prestation obligatoire est assimilée, par tolérance, à des frais professionnels et n'est pas soumise à cotisations et contributions de sécurité sociale. Il est important de nommer cette somme "prestation" et non "indemnité" qui est assimilée à de la rémunération et soumise à cotisation, ce qui est le cas de l'indemnité mensuelle versée par l'État.

Prestation minimum versée par la structure agréée au volontaire	
Montant mensuel minimum brut	119.02 €
CDG-CRDS	11.34 €
Montant mensuel minimum net	107.68 €

Subvention versée aux organismes à but non lucratif au titre du tutorat

Seuls les organismes sans but lucratif agréés au titre de l'engagement de Service Civique perçoivent une aide de l'État **de 100 euros** aux fins de couvrir une partie des coûts exposés pour l'accueil et l'accompagnement du volontaire. Cette aide est versée mensuellement aux organismes sans but lucratif par l'Agence de Services et de Paiement.

Subvention versée aux organismes à but non lucratif au titre du tutorat	
Montant mensuel	100 €

Obtenir un agrément

Concevoir un projet d'accueil

Du montage du projet au dépôt en ligne du dossier pour recevoir un agrément au titre de l'engagement de Service Civique, la conception du projet d'accueil est une étape essentielle.

En souhaitant accueillir des volontaires, l'organisme s'engage dans une démarche différente de celle d'un employeur. La possibilité d'accueillir des volontaires doit s'inscrire dans le cadre du projet de l'organisme et doit figurer dans son acte constitutif ou, si la mention n'est pas portée au sein dudit acte, dans une délibération de l'organe statutairement compétent, ou pour les collectivités publiques, dans une décision de l'organe délibérant compétent.

Demande d'agrément

Les démarches pour accueillir des volontaires au titre de l'engagement de Service Civique sont réalisables en ligne. Une procédure dématérialisée permet de déposer le dossier pour une première demande d'agrément au titre de l'engagement de Service Civique en créant un espace organisme.



Le dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement de Service Civique comprend :

- une fiche informations générales : présentation de l'organisme, calendrier prévisionnel d'accueil des volontaires, modalités (accueil, tutorat, formation)
- une fiche mission : une fiche par type de mission, présentant notamment la description détaillée de(s) mission(s) proposée(s)

Pièces justificatives :

- délibération de l'organe statutairement compétent prévoyant l'accueil de personnes volontaires
- rapport d'activité du dernier exercice clos
- comptes annuels (3 derniers exercices)
- budget prévisionnel de l'exercice en cours

Instruction de la demande : le **délai d'instruction est de trois mois** pour les organismes sans but lucratif. L'instructeur de la demande décidera si les missions proposées répondent aux 8 principes fondamentaux du Service civique.

Trouver un volontaire

Le site www.service-civique.gouv.fr est la plateforme qui permet de mettre en relation les organismes agréés et les jeunes désireux d'accomplir une mission de Service Civique

Accueillir et accompagner le volontaire

La préparation du tuteur, mais aussi du gestionnaire de l'agrément, du responsable RH ou tout autre collaborateur impliqué dans l'accueil des volontaires, est indispensable pour la réussite des missions de Service Civique dans la structure.

L'Agence du Service Civique propose une offre de formation complète. Pour échanger sur les pratiques, des ateliers thématiques, des formations à distance et des ressources de *e-learning* sont proposés tout au long de l'année, partout en France.

Pour aller plus loin : [Ressources organismes, site service-civique.gouv.fr](#)